



CSE du 11 avril 2019

Déclaration liminaire de la FCPE

Monsieur le Ministre,
Madame la Présidente de séance,
Mesdames et messieurs les membres du conseil,

Les réformes des lycées, la loi liberté de choisir son avenir professionnel, le projet de loi pour une école de la confiance... ce grand chantier inquiète, questionne et énerve aussi. Tous ici nous avons pu saisir, sans surprise, que l'Éducation était un sujet de préoccupation dans la première synthèse présentée sur le grand débat national par le Premier Ministre.

La communauté éducative, et tout particulièrement la FCPE, ne se retrouve pas dans la gouvernance mise en place.

Combien de fois, devons nous dire que les politiques éducatives s'inscrivent dans un temps long, qui dépasse le temps normé des mandats électoraux ?

Combien de fois devons nous dire qu'il est important d'appuyer sur pause pour construire une école digne de notre République : une école où chacun se sent respecté, une école garante de l'égalité des droits des enfants dans la réussite, une école publique et une école gratuite !

Combien de fois devons nous répéter nos craintes sur ce que sera l'École de demain ? Et l'avenir de nos enfants ?

Syndicats comme associations, nous jouons notre rôle. Nous avons participé et voulu apporter notre contribution, sur ce qui semble important, en amendant, en interpellant, en expliquant. Mais pour peu de coopération, comme de dialogue social au final. Concertation et dialogue ne sont pas juste écoute et compréhension de façade. Concertation et dialogue s'inscrivent dans le temps et dans une relation égale basée sur un respect mutuel.

Il y a eu le 30 mars, le 4 avril, il y aura le 9 mai. Les syndicats enseignants membres du CSE se mobilisent, les personnels également. La FCPE soutient et participe à ces manifestations. Mais aussi, partout en France, les parents, la communauté éducative, se mobilise, spontanément ou de façon organisée. Il y a des écoles mortes, des écoles en deuil, des nuits des écoles, des occupations d'école, des sittings... La FCPE appelle à continuer et renforcer cette mobilisation, a des prises d'initiatives pour que enfants, jeunes, parents, professionnels de l'éducation échangent sur l'Éducation, les politiques éducatives, l'École.

Les acteurs de l'école ont des propositions à faire pour construire une "Autre École". Il est plus que temps de les entendre car ils ont une connaissance des enjeux et de ce qui se joue actuellement avec la réforme du lycée comme de ce qui va se jouer avec le projet de loi pour une école de la confiance.

Il est essentiel de comprendre que la communauté éducative dans son ensemble a besoin de parler, d'échanger, d'être force de proposition et d'initiative.

Alors oui, nous continuerons à réagir aux réformes et au projet de loi proposés mais surtout nous nous attachons à construire nos propositions pour une "Autre École" avec les premiers concernés : les enfants, les jeunes, les parents, les professionnels de l'Éducation dans les écoles et établissements.

Je vous remercie.